



## DECES D'EMILE TORNER

La section du Parti communiste français du 15<sup>ème</sup> arrondissement de Paris a l'immense tristesse de vous faire part du décès, dans sa 89<sup>ème</sup> année, le lundi 10 mars 2014 de notre camarade Emile TORNER, militant communiste, ancien déporté-résistant (Buchenwald-Langenstein)

Nous partageons notre douleur avec ses camarades de l'Association Buchenwald Dora et Kommandos ainsi qu'avec Vanessa, sa filleule laïque et toute la famille Esmiol.

Ces dernières semaines, les camarades se sont relayés pour soutenir Emile dans sa dernière résistance. Ils l'ont assuré de la poursuite de son engagement dans la lutte pour le socialisme, suivant nos convictions et notre analyse marxistes-léninistes. Il souriait le dernier soir quand un camarade de la RATP lui a proposé un peu de rhum antillais pour fortifier son eau gélifiée.

La veille de sa mort, Emile a pu entendre et remercier son camarade ancien déporté, Bertrand Herz, président du Comité international de Buchenwald, qui lui a décrit les projets en cours pour la défense de la mémoire de la déportation à Buchenwald.

Emile a chargé notre section du PCF, en la personne de son secrétaire, Emmanuel Dang Tran, membre du Conseil national du PCF, de régler ses affaires selon ses dernières volontés.

### QUELQUES DATES :

4 avril: Réunion d'information pour préparer la **lutte contre la « réforme » ferroviaire**, 18h00 au 130 rue Castagnary

27 mars: Assemblée des communistes du 15<sup>ème</sup>

23 et 30 mars: Elections municipales. Pour une procuration. Nous contacter.

20 mars: **Obsèques d'Emile TORNER, 16h00**, au Crématorium du Père Lachaise. À partir de 19h00, hommage à Emile au 61 rue Violet

20 mars: Manifestation nationale des agents des finances publiques et des douanes, à l'appel de plusieurs syndicats dont la CGT

18 mars: **1<sup>ère</sup> journée de grève et de manifestation contre le « Pacte de responsabilité »** à l'appel notamment de la CGT. Manifestation, 13h30, Montparnasse.

### Les obsèques auront lieu, jeudi 20 mars, à 16h00, au crématorium du Père Lachaise

(entrée 71, rue des Rondeaux, métro Gambetta)

Les messages et témoignages sont à adresser à PCF Paris 15, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, [pcfparis15@orange.fr](mailto:pcfparis15@orange.fr)

**Emile a demandé que tout don, à l'occasion de ses obsèques, soit dirigé vers ceux qui poursuivent les engagements de toute sa vie.** Les chèques sont à établir à l'ordre de Josette Gawsewitch à qui Emile a laissé des instructions précises et à renvoyer à PCF Paris 15, 130 rue Castagnary.

**Après les obsèques, nous pourrions nous retrouver pour une soirée d'hommage à partir de 19h00 au Patronage laïque du 15<sup>ème</sup>, 61 rue Violet (métro Emile Zola).**

Nous reviendrons plus longuement sur la personnalité, le parcours et l'engagement si forts de notre camarade et si cher ami.

### Nous diffusons un tract à la population dans le quartier Convention rappelant :

« Emile Torner était revenu définitivement à Paris 15<sup>ème</sup> il y a 26 ans. Il y a poursuivi, dans le quartier Convention en particulier, jusqu'au bout de ses forces, son activité militante inlassable, politique avec le PCF, syndicale avec la CGT, pour la mémoire de la Résistance et de la Déportation, avec les associations, notamment dans les lycées et collèges.

Emile Torner était entré dans la Résistance à 19 ans dans la Compagnie Surcouf, les maquis du Cher et de la Creuse. Arrêté, il est déporté au camp de concentration nazi de Buchenwald puis dans le camp satellite de Langenstein, dont il réchappe de justesse, ne pesant plus que 28 kilos à la Libération.

Il n'a eu de cesse depuis de témoigner, de faire comprendre les racines du mal fasciste, de se battre pour que la bête immonde ne refasse pas surface, de militer, selon ses convictions communistes, avec son Parti, pour un monde de justice sociale, débarrassé de l'exploitation de l'Homme par l'Homme.

En 2005, il a lancé l'Appel des anciens résistants et déportés pour le NON à la « Constitution européenne » (voir page 2). Ce texte a eu un fort retentissement. Il garde toute sa valeur, malheureusement, quand l'Union européenne des capitalistes écrase les peuples, les met en concurrence, fait payer sa crise aux travailleurs, quand elle remet en cause leur droit à disposer d'eux-mêmes, quand elle recourt à l'extrême-droite pour détourner leur colère.

**L'autobiographie d'Emile Torner s'intitule « Résister, c'est exister ». Il nous a passé le flambeau. »**

## Faire entendre le NON à l'UE du capital, contre l'idéologie dominante, sa diversion fasciste, malgré le Front de gauche et le PGE !

Le pouvoir a décidé de réduire au minimum la campagne des élections européennes : à peine six semaines entre les municipales et le 25 mai. Il est clair qu'il redoute comme jamais, comme ses homologues des autres pays, le rejet populaire de l'UE et de l'euro.

Sur chaque pays, à tour de rôle, s'est abattue la politique antisociale d'austérité au moyen et au nom de l'euro.

Les impérialismes associés dans l'UE, avec les Etats-Unis, viennent aussi de réussir un coup d'Etat, sans hésiter à recourir aux fascistes, en Ukraine, pour finir de transformer ce pays en marché et en réservoir de matières premières et de main d'œuvre à vil prix pour les trusts.

L'UE, c'est la domination capitaliste, c'est l'exploitation, c'est la guerre ! Depuis le début !

En France, l'idéologie dominante s'efforce de détourner la colère, l'opposition de classe vers l'extrême-droite et sa démagogie. C'est la meilleure façon de la stériliser, de la couper du mouvement des luttes. Le repoussoir fasciste valide le consensus capitaliste.

L'importance de faire vivre le point de vue communiste, celui du seul parti qui a condamné dès le départ l'entreprise capitaliste européenne, est plus

grande que jamais. La responsabilité de l'équipe dirigeante du PCF n'en est que plus lourde de s'enfoncer dans la « réorientation » des institutions de l'UE, de se fondre dans le Front de gauche du Maastrichien Mélenchon en France, dans le Parti de la gauche européenne en Europe.

Les communistes sont privés de toute décision sur la ligne politique sur l'UE, au congrès comme après l'adoption en catimini d'un texte en novembre 2013 de soumission à la logique d'intégration européenne. Les laborieuses tractations pour les places bien appointées au Parlement européen ont commencé entre PG et direction du PCF. Leurs bisbilles des municipales seront vite oubliées. On annonce en Ile-de-France en deuxième place l'ex-bras droit de Delanoë, Clémentine Autain, comme future élue FdG ! Lamentable !

Mélenchon adopte une posture plus eurocritique que la direction du PCF tout en tendant la main aux pires pro-européens : Cohn-Bandit, Eva Joly et cie...

Tous se retrouvent à défendre l'inconcevable pour les communistes : le soutien à une candidature supranationale du PGE à la présidence de la Commission européenne, en l'occurrence, celle du leader grec de la « gauche » Alexis Tsipras.

C'est doublement inacceptable ! D'abord et avant tout, défendre une candidature à la présidence de la Commission européenne, c'est légitimer aux yeux des peuples la soumission à l'UE du capital, à sa tête, lui conférer une image démocratique pourtant inconcevable. L'UE supranationale est conçue

pour que les capitalistes de chaque pays écrasent les mouvements de classes qui existent au plan national. Le Parlement européen sous ses couverts électoraux bafoue les acquis démocratiques nationaux.

Ensuite, Tsipras n'est pas un gentil « radical de gauche » mais un politicard à la solde de l'UE et des USA. En Grèce, son groupuscule Syriza, est devenu depuis la crise, l'appareil de substitution pour les socio-démocrates du PASOK, contraints de sacrifier leur précédente organisation. Tsipras a fait allégeance à son maître Obama. Il se fait le héraut en Europe... du sauvetage de l'euro qui massacre son propre peuple !

Les dirigeants et économistes du PCF, dans leurs compromissions et cocons électoraux, trahissent les positions historiques de notre parti sur l'Europe encore plus que sur les autres sujets.

Nous ne pouvons l'accepter. Nous ne pouvons accepter le refus de toute confrontation.

C'est dans cet esprit, avec des camarades de dizaines de sections de France, que nous abordons la nécessité d'une expression communiste, de rupture avec l'UE du capital et l'euro, par exemple pour sauvegarder la SNCF de la « réforme » ferroviaire, dans cette période d'élection.

Nous reproduisons ci-dessous le texte initié par notre regretté camarade Emile TORNER en 2005 contre l'UE et sa constitution. Tous ceux qui se prétendaient progressistes à l'époque le repriront...

## NOUS APPELONS A VOTER NON AU PROJET DE « CONSTITUTION » EUROPENNE

*Déclaration d'anciens résistants et déportés—2005*

Anciens résistants, anciens déportés, nous n'admettons pas que le 60ème anniversaire de la capitulation sans conditions de l'Allemagne nazie et de la libération des camps de la mort soit instrumentalisé pour promouvoir le projet de « Constitution » européenne soumis à référendum.

Nous incitons chacune et chacun à prendre connaissance et conscience par soi-même du contenu et de la portée de ce texte.

Pour notre part, nous considérons que le projet de « constitution » européenne va à l'encontre des idéaux de la Résistance qui continuent d'animer notre engagement.

En effet, ce texte, tout dédié aux marchés pour les puissances d'argent, programme la destruction du socle même des conquêtes démocratiques et sociales de la Libération, issues du Programme du Conseil national de la Résistance.

Nous nous sommes battus, beaucoup de nos camarades sont morts, pour la restauration de l'indépendance de notre pays et de la souveraineté de son peuple. Nous refusons aujourd'hui que ces libertés fondamentales soient bradées, sous couvert d'Europe, aux « grandes féodalités économiques et financières », maintenant multinationales, que dénonçait le CNR. Nous nous sommes battus pour un monde de fraternité, pour la coopération sincère entre

tous les peuples. Rien n'est plus contraire à cet idéal que le primat universel attribué au principe de « concurrence », de tous contre tous, sous le règne du marché, par le projet de « constitution » européenne.

Epris de paix au plus profond de nous-mêmes, mobilisés depuis 1945 contre toutes les guerres de domination, nous rejetons ces « contre-valeurs » porteuses de l'injustice sociale et de l'écrasement des plus faibles qui firent le lit du fascisme et de la guerre. Nous dénonçons l'avènement d'un bloc militaire européen intégré et la hausse des dépenses d'armement explicitement inscrits dans le texte.

Pour toutes ces raisons, fidèles à notre engagement, nous nous associons à l'appel à voter NON au référendum émanant de militants syndicalistes, politiques, associatifs ci-dessous.

Référendum sur le projet de « Constitution » européenne :  
nous appelons à voter NON

☒ parce que nous refusons la soumission du peuple français et des peuples d'Europe à la dictature des technocrates de l'Union européenne au service de l'ordre capitaliste.

☒ parce que nous voulons sanctionner les politiques de régression sociale et économique menées en France au service du MEDEF et des marchés financiers au nom de Maastricht et

des traités européens que le projet de « constitution » européenne veut pérenniser.

☒ parce que nous refusons de voir sacrifier sur l'autel de l'Eurodémolition de Maastricht les acquis sociaux et démocratiques de notre peuple, l'héritage des luttes en France, de la Révolution française, de la Commune de Paris, du Front Populaire, du programme du Conseil national de la Résistance, de 1968, l'égalité républicaine, la laïcité.

☒ parce que nous refusons que la France s'intègre dans un bloc européen militarisé et aligné sur l'OTAN, ce qui est à l'opposé d'ouvrir pour la paix.

☒ parce que nous voulons préserver le droit de notre peuple à disposer de lui-même, à pouvoir encore à l'avenir dire NON !

☒ parce que nous voulons le développement d'échanges et de coopérations entre peuples souverains mutuellement avantageuses pour les travailleurs de chaque pays d'Europe (comme de tous les continents).

**APPEL INITIE PAR EMILE TORNER, LANCE PAR 40 RESISTANTS ET RESISTANTS-DEPORTES EN 2005**

# CONTRE LE « PACTE DE RESPONSABILITE »

**Le 18 mars contre le « Pacte de responsabilité » : une journée très importante. RETRAIT PUR ET SIMPLE DU PACTE DE RESPONSABILITE !**

On doit se féliciter de l'appel des syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires à faire grève et manifester le 18 mars pour les salaires, l'emploi, la protection sociale et les services publics. Cette journée devra être considérée comme une 1<sup>ère</sup> étape...

**Le point naturel de convergence des revendications est l'exigence du retrait du projet de « Pacte de responsabilité » de François Hollande.**

Les unions syndicales départementales de Paris l'expriment sur leur tract d'appel titré: « NON AU PACTE DE SOLIDARITE ». Ce point de convergence, c'est ce que les militants, les luttes, le mouvement social, les travailleurs attendent.

Le 6 février, des manifestations ont eu lieu dans toute la France à l'appel de la CGT. Certains s'apprêtaient à gloser sur la faible mobilisation et l'isolement des cégétistes. La détermination des manifestants, leur recherche d'un point d'unification des luttes leur a cloué la bouche. L'unité à tout prix des directions syndicales ne saurait être un but en soi. L'union sur des objectifs concrets pour mettre en échec la politique dirigée contre les travailleurs, si !

**Les diversions et les pirouettes du pouvoir ne parviennent pas à en masquer l'importance et l'impact considérable du Pacte de responsabilité sur chaque famille de travailleurs.**

Le Pacte est au cœur de sa politique antisociale. D'un côté, il comprend des cadeaux au patronat sans précédent : les 20 milliards d'euros par an du « Crédit d'impôt compétitivité » (CICE), des abaissements de cotisations sociales familiales pouvant aller jusqu'à leur suppression pur et simple de cette partie du salaire socialisé, 10 à 35 milliards d'euros suivant les scénarios. De l'autre côté, les familles doivent s'acquitter de 7 milliards d'augmentation de la TVA. Le financement des allocations familiales, déjà scandaleusement restreintes, est menacé dans son fondement même. Au total, 50 milliards d'euros de coupes des dépenses publiques et sociales sont annoncés.

**La mise en scène du « dialogue social », des compromis, pour obtenir des « contreparties » du patronat apparaît pour ce qu'elle : une vaste supercherie.** Les 30 milliards d'euros annuels d'exonérations de cotisations sociales patronales, depuis 15 ans, n'ont pratiquement pas créé d'emplois : les faits sont là ; même les économistes à la solde du pouvoir ne les contestent



pas.

**La collusion entre le MEDEF, la CFDT et le pouvoir apparaît encore plus au grand jour.** L'illusion d'un consensus « social » après un accord MEDEF-CFDT ne prend plus. L'union « sacrée » pour l'austérité et pour gonfler les profits capitalistes, à laquelle a

scandaleusement appelé Hollande dans ses vœux en faisant référence à 1914, ne prend pas.

La CFDT se trouve aujourd'hui rejoindre exactement les volontés du MEDEF : prolongement du CICE et division par deux des cotisations patronales familiales. La CFDT a choisi son camp depuis longtemps, ce n'est pas celui des travailleurs, c'est celui de la collaboration de classe. La CFDT (et l'UNSA) peut bien signer de temps à autre, avec d'autres syndicats, des déclarations de diversion, fourre-tout, vagues, pleines de bons sentiments, surtout stérilisantes, sa fonction de syndicat jaune au plan national n'est plus contestable.

**Les négociations sur le Pacte commencent officiellement le 28 février. Il n'y a évidemment rien de bon à en attendre.** L'appel du 18 mars rend caduques les positions de repli, de résignation adoptées par certaines directions syndicales.

**Certains camarades s'inquiètent de la proximité entre le 18 mars et les élections municipales. Qu'importe !** Ce n'est pas aux municipales, cette année, que se joue le changement de politique nationale. Aux électeurs de reconnaître localement leur droit et leur gauche, dans les cas où ils auront vraiment le choix.

**Le débat des élections européennes, réduit à quelques semaines, va être aussi tronqué.** Le consensus gauche/droite autour de l'intégration européenne va s'appuyer sur le rôle de repoussoir confié à l'extrême-droite. Le mirage de « l'Europe social » correspond bien à la mystification du « Pacte de responsabilité ». Les batailles nationales, contre l'austérité, ou encore contre la « réforme » ferroviaire, portent la rupture nécessaire avec l'UE du capital. Les illusions électorales semées pour 2012 n'ont coûté que trop cher aux luttes, notamment aux grandes mobilisations pour les retraites.

**Certains camarades redoutent une nouvelle journée d'action isolée, sans lendemain, à l'image de l'organisation décousue de la mobilisation contre l'ANI (« accord » de casse du code du travail et de libéralisation du licenciement).** Ne laissons pas ce scénario se reproduire ! La lutte contre le « Pacte de responsabilité » peut et doit être très rassembleuse.

**Ces dernières semaines, les ultraréactionnaires ont tenu le pavé. On remarque que ces soi-disant défenseurs de la famille ne défendent pas les allocations familiales !** Tout le débat politique est en train d'être dévié vers la droite et les seules questions de société. **Il n'est que plus important de développer la mobilisation la plus large sur les questions économiques et sociales cruciales, avec des objectifs précis et clairs.**

**Communistes, nous mettrons toute notre énergie à alimenter la bataille contre le « Pacte de responsabilité », à en démasquer le contenu, à faire grandir l'exigence de son retrait pur et simple, de la suppression de tout ce qu'il comporte, le CICE, les hausses de TVA.**

# Défendre l'Hôtel-Dieu pour défendre l'ensemble des hôpitaux publics parisiens !

Tract pétition diffusé à Necker et à l'HEGP

**L'Hôtel-Dieu est bien plus qu'un symbole.** Ce n'est pas seulement le plus vieil hôpital de France, fondé il y a 1500 ans, situé au centre de Paris. C'est un hôpital de proximité et de spécialités d'excellence, desservant une population de 250.000 habitants (sans compter les touristes) que la direction de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP) s'acharne à vouloir détruire depuis plusieurs années.

**La direction de l'AP-HP suit docilement les directives des gouvernements successifs.** Au nom des « déficits » fabriqués, il faut réduire les dépenses sanitaires, pourtant utiles et nécessaires. Le but de cette « austérité » est double.

**Il s'agit d'abord de laisser le patronat et les actionnaires faire main basse sur les ressources de la sécurité sociale,** les cotisations sociales qui constituent la partie socialisée de notre salaire. Les coupes dans les ressources de l'assurances maladies correspondant exactement au « pacte de responsabilité » de Hollande qui prévoit la fin du financement solidaire des allocations familiales (grève et manifestation le 18 mars).

**Il s'agit ensuite de transformer l'offre de soins en marchandise rare et chère** au profit des entreprises, des assurances privées capitalistes.

**Si on laisse passer la fermeture de l'Hôtel-Dieu, ce sera à qui le tour demain ?** L'hôpital Beaujon de Clichy est en tête de liste dans le couloir de la mort !

**Le démantèlement, à ce stade, de l'Hôtel-Dieu a déjà de lourdes conséquences.** Les services délocalisés vers d'autres hôpitaux se substituent aux services préexistants. Le sinistre jeu de chaises musicales détruit par exemple le service de pneumologie du Val-de-Grâce. Les urgences ne reçoivent plus les patients amenés par le 15 et les pompiers. Les services des autres hôpitaux, Lariboisière, HEGP ou Cochin sont encore plus engorgés, avec des taux d'accueil de 200% par rapport aux capacités. La semaine dernière, une patiente est décédée à Cochin sur une chaise aux urgences sans qu'il y ait les moyens humains de la prendre en charge au minimum. Le nouveau directeur général de l'AP-HP n'a pas pu cacher son trouble à la télévision.

**Le projet de casse de l'Hôtel-Dieu coïncide avec la campagne des élections municipales à Paris. C'est tant mieux car cela permet de clarifier les choses.** Le gouvernement Hollande/Ayrault poursuit exactement – sans surprise pour nous – la politique de



cas de Sarkozy-Bachelot auquel ils prétendaient s'opposer. La municipalité de Paris sortante (Delanoë) a couvert le plan liquidation de l'Hôtel-Dieu dont l'adjoint à la santé, Le Guen, a été fer de lance. Le Guen se trouve être le 1<sup>er</sup> membre du comité de soutien d'Anne Hidalgo.

Mais la destruction de l'Hôtel-Dieu n'est pas terminée, en grande partie grâce à la résistance des personnels, de leurs syndicats, des associations de patients. **Et le pouvoir PS et Hidalgo se retrouvent devant la contradiction entre leurs actes et leurs promesses. Utilisons-la !**

Pour donner le change, le pouvoir a raccourci de quelques mois le mandat de l'ancienne directrice de l'AP-HP Mireille Faugère. Mais, ça été pour nommer à sa place un ancien ministre de Sarkozy, Martin Hirsch. Les faits et les perspectives demeurent. Ce technocrate s'applique à laisser passer l'orage jusqu'aux élections. Il multiplie les annonces dilatoires. Ce ne serait plus le siège de l'AP-HP, mais celui de l'hospitalisation à domicile qui viendrait à l'Hôtel-Dieu et laisserait ses propres locaux du 5<sup>ème</sup> arrondissement à la spéculation. On ne ferme pas complètement les urgences mais on détourne les malades de l'hôpital et on laisse fermés les services d'aval etc.

Agents hospitaliers, soignants, médecins, patients, famille, population, ne soyons pas dupes. **La lutte pour la défense de l'Hôtel-Dieu rejoint toutes nos préoccupations, aux uns et aux autres, les conditions de travail et de soin, le refus des horaires extensibles, la défense des conditions d'accueil, des soins d'excellence accessibles à tous.**

Communistes, nous vous invitons à signer maintenant la **pétition** initiée par la CGT pour le maintien et la reconstitution de l'hôpital de l'Hôtel-Dieu !

### LE SECTEUR ENTREPRISES DE LA SECTION S'ORGANISE:

**1– Le 28 février, nous avons organisé une rencontre sur l'inspection du travail,** avec Nicolas Chamot, contrôleur à Versailles, responsable syndical national CGT. Le riche exposé, nourri de cas concrets, a souligné les enjeux de la remise en cause de l'inspection du travail par le ministre Sapin et par le Medef. En même temps, il a montré quel point d'appui, relatif, elle pouvait représenter pour les salariés du public comme du privé. L'échange a permis de confronter des situations de lutte dans plusieurs entreprises, empreintes, vu la répression et l'exploitation accrues, d'une dimension juridique croissante, pas facile à ajuster avec l'action revendicative et politique.

**2– Prochain rendez-vous: le 4 avril, à partir de 18h00 au 130 rue Castagnary, réunion d'information pour construire la lutte contre la « réforme ferroviaire »** à partir d'une intervention de notre camarade Matthieu Bolle-Reddat, secrétaire du syndicat CGT cheminots de Versailles.

## Ça y est : le centre commercial Beaugrenelle déjà revendu à 700 millions d'euros (sans attendre les municipales). Une spéculation éhontée grâce à la Ville de Paris.

A 550 millions d'euros, le PDG du promoteur Gécina estimait faire « une bonne affaire, sans plus ». Alors à 700 millions d'euros, autant dire qu'il est ravi d'annoncer à ses actionnaires la signature de la promesse de vente du Centre commercial Beaugrenelle, à peine 4 mois après son ouverture. Pour eux cette bonne nouvelle s'accompagne d'une augmentation de 5% - encore - de leur dividende calculé sur l'année 2013. L'année 2014, l'année 2015 s'annoncent très bien !

Entre 250 et 300 millions d'euros de plus-value : voilà ce qu'aura empoché le groupe Gécina, une foncière, un promoteur, qui s'est contenté d'acheter à vil prix, de faire travailler les autres, puis de revendre. Gécina aura bénéficié de bout en bout de la collaboration soumise de la municipalité de Paris, de celle de la Sempariseine dirigée longtemps par Anne Hidalgo qui osait présenter d'aplomb le promoteur « d'investisseur durable soucieux du développement du 15<sup>ème</sup> ».

**Gécina a mis en vente le Centre Beaugrenelle avant même son ouverture.** On a médiatisé l'arrivée possible du fonds d'investissement chinois SAFE qui en aurait fait un trophée sur Seine et qui aurait payé cash. Cette annonce a servi à doper la valeur financière, virtuelle, du centre.

En fait c'est un consortium hasardeux de négociants aux reins fragiles, mené par le groupe Apsys, partenaire mineur de Gécina, qui rachète, grâce à la banque Natexis. Fin 2012, l'ensemble des « actifs immobiliers » nationaux et internationaux inscrits au bilan

d'Apsys ne représentait que le quinzième du prix d'achat du centre Beaugrenelle. On remarquera que les banques privatisées trouvent toujours à prêter à ces parasites, pour quelque chose qui existe déjà, alors que les investissements productifs sont délaissés. Nous avons relevé que le PDG d'Apsys, M. Bansay, avait été soupçonné par la justice italienne d'arrangements frauduleux avec les firmes de Berlusconi et alors assigné à résidence...

**Les actionnaires de Gecina sont gorgés.**

**Après cette première distribution, à Apsys de tirer le maximum de profit du centre pour son propre compte, celui de ses partenaires et pour le compte de Natixis.** A des montants aussi surévalués, le Centre Beaugrenelle ne pourra chercher que les activités flambantes dirigées vers le luxe et le tourisme international pour rapporter du cash. Rien à voir avec le centre de proximité promis par Hidalgo (accessible en vélo !) ! Les loyers des commerces sont au plus haut parisien pour les enseignes - qui ne tiendront pas toutes longtemps-, les prix aussi. La fréquentation des premiers mois, dopée par les fêtes et les soldes atteint la médiane des estimations des promoteurs : entre 12 et 18 millions de visiteurs annuels. L'avenir est incertain.

Pour assurer les profits, Apsys et les enseignes vont miser sur des recettes connues : la surexploitation des travailleurs, les pressions sur la future municipalité pour faire payer aux Parisiens le maximum en comptant sur la continuité de la politique docile de la municipalité sortante Delanoë/Hidalgo.

L'ouverture le soir - la nuit pour les boîtes branchées - le dimanche sont sur les rails quelle que soit l'élu. Tous les aménagements, parkings, circulation, seront - s'ils sont faits - aux frais de la collectivité.

**Avec cette actualité, couplée avec celle de la campagne des municipales, nous ne pouvons qu'appuyer les revendications des associations qui, comme nous, depuis 10 ans, dénoncent ce scandale financier.** Gécina et ses actionnaires vont toucher des centaines de fois le montant qui permettrait de reconstituer le centre de santé conventionné Beaugrenelle que l'opération a détruit, d'agrandir bureau de poste et commissariat qu'elle a réduit à portion congrue, d'organiser circulation et stationnement, aussi les livraisons, de manière moins erratique.

Les intérêts des spéculateurs écrasent le 15<sup>ème</sup> et tout Paris. Gécina annonce - à côté des dividendes à ses actionnaires - son projet de construire encore des bureaux, alors qu'il y en a 4 millions de m2 de trop, inoccupés intra-muros.

Communistes, depuis 10 ans, nous dénonçons l'asservissement de Delanoë/Hidalgo aux puissances d'argent - la droite ferait évidemment pareil -, nous soutenons les luttes pied-à-pied des associations de riverains pour le logement social, pour les services publics, pour le cadre de vie, pour les finances municipales.

Nous allons continuer, renforcés par l'indignation devant ce scandale financier et le mépris des élus sortants.

---

## Patronage Laïque. Longue lutte: Un répit de gagner!

La municipalité Delanoë/Hidalgo a renoncé à inaugurer son nouvel équipement de prestige, 72 avenue Félix Faure, avant les élections. Pourtant, ils s'étaient précipités pour détruire le patronage historique, évincer l'association historique, supprimer un des seuls lieux de liberté de réunion et d'expression existant dans le 15<sup>ème</sup> et à Paris.

Mais Delanoë et Hidalgo ont dû juger que le nouveau bâtiment était trop moche et trop rejeté pas les riverains. Pas de doute là-dessus même si l'on peut espérer qu'à l'intérieur, malgré des espaces réduits, il soit correctement fonctionnel.

Surtout, ils ont objectivement redouté la colère et la mobilisation des amis du vrai Patronage laïque, qu'ils ont dû reloger - provisoirement - 61 rue Violet. Cela n'aurait pas fait bonne image de laisser voir des centaines, des milliers de personnes rejeter le plan de la municipalité.

Notre action a été déterminante pour dénoncer ce que la « gauche » à Paris poursuit là où la droite avait échoué. Nous ne rejetons pas le nouvel équipement : un centre d'animation, comme il en existe bien d'autres, doublé d'un « temple de la laïcité ». Nous exigeons le maintien du Patronage laïque du 15<sup>ème</sup>, association qui a fait don historiquement de son bâtiment à la Ville, dans un local viable.

Sous une pression, à laquelle nous avons grandement contribué, l'équipe Hidalgo/Dargent s'est sentie obligée de concéder, avant les élections, le maintien du PL 15 au 61 rue Violet jusqu'en août 2016. Ce premier recul nous incite à accroître la mobilisation des usagers, des associations.

Nous ne pouvons que condamner la conception Delanoë/Hidalgo de la « laïcité » consistant à distribuer « également les subventions publiques

à toutes les communautés religieuses, y intégrant les sectes et loges libres-penseuses ». Les subventions, au-delà des obligations légales, aux écoles confessionnelles, aux crèches intégristes « Loubavitch », aux espaces culturo-culturels des établissements islamiques, la création de l'esplanade Jean-Paul II sont autant de signes d'une conception de la laïcité profondément contradictoire avec la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Anne Hidalgo avait justifié en 2003 la transformation des bains-douches de la cité des 4 frères Peignot par ce souci de soutien municipal égal aux officines religieuses.

C'est tout le contraire de la laïcité au quotidien pratiquée par le Patronage laïque du 15<sup>ème</sup> depuis des dizaines d'années que nous prônons et que nous continuerons à défendre avec opiniâtreté.

## Impérialistes français, allemands, polonais, UE, USA : Bas les pattes d'Ukraine !

**La crise politique en Ukraine tourne au drame depuis plusieurs semaines.** Aucune issue allant dans le sens de maintien de l'unité du pays et d'un début de réponse à la crise économique et sociale n'apparaît. Au contraire, une aggravation des tensions, des violences, une logique de partition du pays en zones d'influence se dessinent.

Le renversement anticonstitutionnel du président élu, malgré l'accord signé la veille entre les différentes parties, a brusquement envenimé les choses. Le fascisme menace de prendre le contrôle politique de plusieurs régions. A Kiev, plusieurs membres du parti néo-nazi « Svoboda » ont été proclamés ministres, à des postes clefs. Le nouveau gouvernement est dirigé par des oligarques tout aussi corrompus que l'ex-président Iakouovitch, seulement encore plus inféodées aux puissances impérialistes occidentales.

**La multiplication des exactions à caractère antisémite, des intimidations et des attentats contre les opposants politiques de gauche, d'abord communistes, font froid dans le dos.** La nouvelle xénophobie officielle antirusse compromet toute réconciliation nationale dans un pays où un tiers de la population a le russe comme langue maternelle et les trois quarts comme langue d'usage. Les réactions à l'est du pays, ou en Crimée, sont les conséquences directes de ce choix politique, comme la position de la puissance russe voisine et sœur.

**En France, nous ne pouvons pas rester indifférents devant cette situation,** d'autant que notre gouvernement n'a cessé de s'ingérer directement dans les affaires ukrainiennes, à côté des autres puissances impérialistes de l'Union européenne, Allemagne et Pologne en tête, et des Etats-Unis. Fabius et Hollande n'ont pas hésité à jouer, avec elles, avec le feu, à apporter une aide idéologique et logistique à un mouvement dont l'extrême-droite a pris la direction depuis des semaines, profitant du vide politique, du désarroi du mouvement de protestation sociale.

**La propagande des media français n'a pas pu masquer l'image les milices armées jusqu'aux dents, portant croix gammées, n'ayant rien à voir avec des hommes de la rue en colère.**

**Plus que jamais, il convient d'identifier les intérêts réels des puissances capitalistes, notamment celles de l'UE.**

Depuis des années, elles entendent faire de l'Ukraine un protectorat, une base arrière fournissant une main d'œuvre à vil prix, dans le pays même ou via l'émigration, pour enrichir leurs trusts, casser les droits sociaux dans toute l'Europe. Les travailleurs ukrainiens, plus proches, sont déjà plus « compétitifs » que les Chinois ! Etats-Unis et UE entendent aussi repousser l'influence de la Russie, pays certes converti au capitalisme sauvage, mais aussi puissance concurrente.

**Le projet d'accord « d'association » entre l'UE et l'Ukraine poursuivait exactement cet objectif en intégrant l'Ukraine dans une zone de « libre »-échange avec l'UE (bientôt avec l'Amérique du Nord) et en instaurant une « libre » circulation des capitaux et des exploités.** Iakouovitch l'a négocié avec l'UE mais n'a pas réussi le faire passer en novembre, devant les réalités budgétaires du pays.

Ses concurrents politiques et les partis fascistes se sont emparés de l'événement et ont tenté de capter et dévier la protestation sociale générale. De concert, l'Occident frustré a accablé le partenaire privilégié d'hier, Iakouovitch. Il s'agit de reporter sur lui la responsabilité de la ruine du pays. Il s'agit d'édifier un mythe « européen » de sortie de crise, de liberté, dans une population déboussolée, pour mieux asseoir un pouvoir qui continuera à laisser faire le pillage et la colonisation du pays.

**Montrer que « l'Europe c'est la paix » en soutenant les fascistes ukrainiens, cela relève de l'exploit idéologique !**



Le suivi populaire a été poussif, culminant à 200.000 manifestants, avant de décliner, dans une ville de 3 millions d'habitants et un pays de 45 millions d'habitants. En 2010, Sarkozy a affronté une mobilisation dix fois supérieure pour les retraites... **Mais la crise politique, dans un pouvoir miné par la corruption, totalement discrédité, a perduré, entretenue par les ingérences étrangères. La montée des provocations fascistes a finalement trouvé la dérive répressive d'un pouvoir de Iakouovitch à bout pour lancer le coup de force.**

Le nouveau pouvoir pro-UE espère réussir à se forger une légitimité en transformant les cent victimes civiles tuées la semaine dernière (à côté des 50 membres des forces de l'ordre) en martyrs de ses propres intérêts. C'est mal parti. La foule, place Maïdan, a réservé un accueil distant aux ministres autoproclamés. **A l'est, comme à l'ouest du pays, des mobilisations, beaucoup plus fortes que les précédentes, s'affirment contre les fascistes. Voilà une raison d'espérer.**

**Dans cette situation confuse, dont les media internationaux ne peuvent cacher entièrement les réalités, nous affirmons notre soutien à l'analyse et aux positions actuelles de nos camarades du Parti communiste d'Ukraine.**

Nous manifestons d'abord notre entière solidarité avec eux, notre indignation devant les attentats dont leurs permanences sont victimes, devant les menaces personnelles reçues par leurs militants, devant les menaces d'interdiction que le nouveau pouvoir fait peser sur leur organisation.

Nous saluons leur courage, notamment celui de leurs députés, qui continuent à siéger au Parlement pour défendre pied-à-pied, dans cette période de quasi non-droit, les acquis démocratiques et sociaux qui subsistent encore dans le pays.

**Nous faisons connaître leur proposition d'organisation d'un référendum national pour que le peuple ukrainien puisse, en toute connaissance de cause, s'exprimer sur l'accord d'association avec l'UE.** C'est l'origine, même superficielle, de la dernière crise. Ses promoteurs ukrainiens, polonais ou allemands ont visiblement peur de l'avis éclairé des électeurs. Le référendum s'impose. C'est tout autre chose que les élections anticipées décidées, sous influence, où les féodalités locales, dans un climat de tensions, pèseront de façon déterminante.

**Nous faisons connaître la perspective nationale pour l'Ukraine portée par les communistes une souveraineté et de la cohésion de la nation et de l'Etat reposant sur le respect de la diversité culturelle de ses composantes.**

**Cette perspective est la seule à même de faire échec à la partition en zones d'influence entre impérialismes occidentaux et Russie que l'actuelle montée du rapport de force laisse présager.**

Indépendamment de la situation présente, il est clair que l'imbrication historique, culturelle, économique entre l'Ukraine et la Russie nécessite, dans l'intérêt mutuel, malgré l'état dégradé de ces deux pays écrasés par la restauration capitaliste, une coopération économique étroite.

Au contraire, les prétentions de l'Allemagne, de la Pologne, de l'ensemble des impérialismes associés dans l'UE ne viseront jamais qu'au pillage de l'Ukraine. Nous dénonçons en France, dans l'intérêt également des travailleurs et producteurs français, le projet de soi-disant « association » UE/Ukraine. Nous condamnons d'avance toute manœuvre visant à le présenter sous un meilleur jour, par exemple en faisant payer aux peuples de l'UE une partie de la dette ukrainienne que cette même UE et ses alliés oligarques ont creusée.

**Nous appelons enfin à manifester par les moyens appropriés pour la fin de l'ingérence et des manœuvres françaises, du gouvernement, de Hollande et de Fabius, dans les affaires internes de l'Ukraine.**

**Pour le respect du droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même, dans l'intérêt de tous les peuples, halte à l'intervention de l'UE du capital !**